

Campagne de l'UE pour mettre fin à la violence sexuelle faite aux enfants : Stratégies & Tactiques

Cette ressource a été financée par le Fonds européen pour la sécurité intérieure (Police).



brave movement
End Childhood Sexual Violence

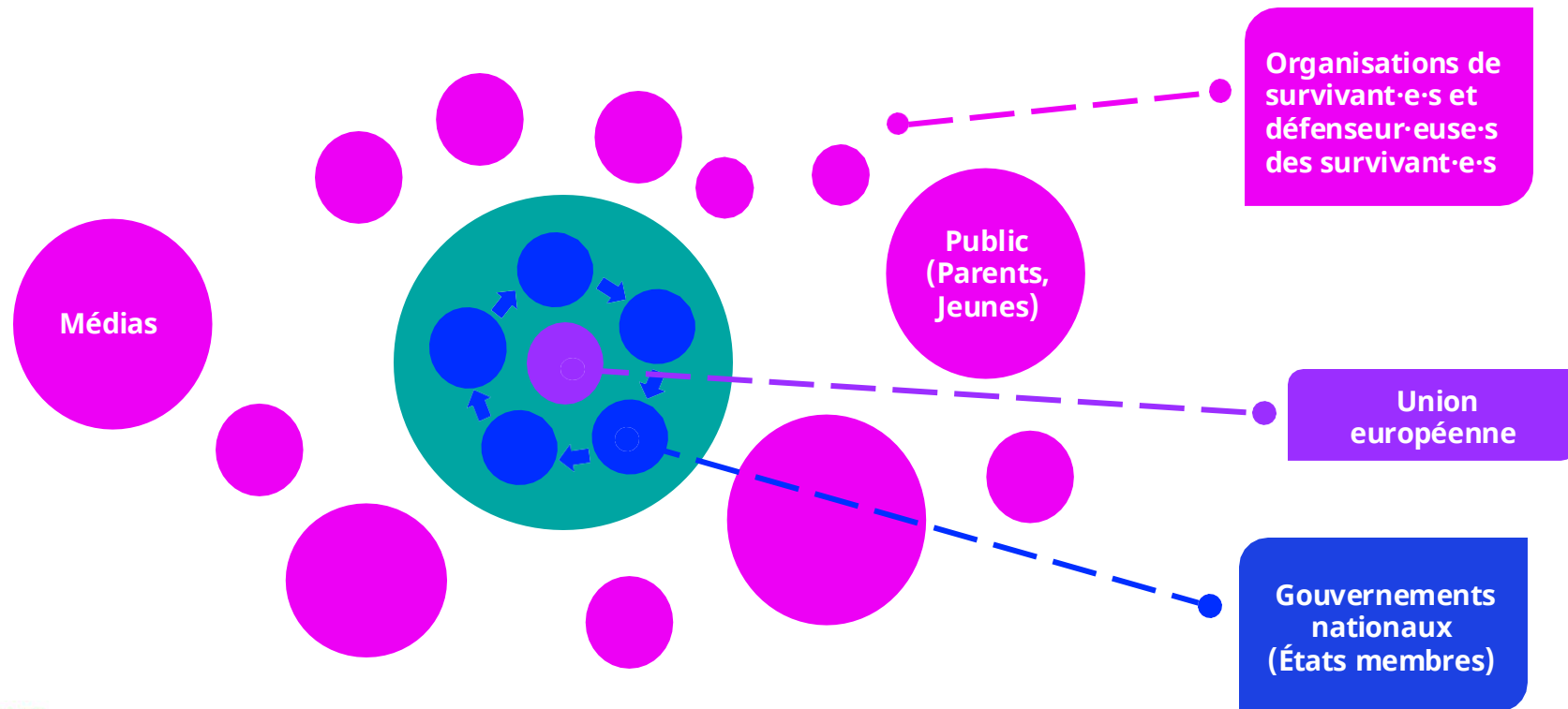
Objectifs :

À la fin de cette formation, les organisations de survivant·e·s devraient être capables de :

- Posséder une connaissance fondamentale des divers cadres juridiques, normes culturelles et de la sensibilisation du public de l'UE concernant la violence sexuelle faite aux enfants.
- Connaître les acteurs clés et les forces d'opposition.
- Comprendre les messages efficaces et l'écosystème médiatique.
- Reconnaître la complexité de l'UE et l'importance de mener des réformes politiques par des efforts de coalition unifiés.

Comprendre le paysage de l'UE

Le paysage de l'UE



Gouvernements nationaux + Union européenne

Le paysage de l'UE dans le contexte de la campagne visant à mettre fin à la violence sexuelle faite aux enfants est complexe et multifacette. Une campagne efficace exige de naviguer cette diversité pour avoir un impact cohérent.

Union européenne

L'UE est un partenariat unique entre 27 pays européens, ou États membres. L'UE abrite environ 447 millions de personnes. Les citoyen·ne·s des pays de l'UE sont également citoyen·ne·s de l'UE.

Les politiques et directives à l'échelle de l'UE offrent un terrain commun pour une législation large.

Gouvernements nationaux

Chaque gouvernement national est varié et unique. Ils ont leurs propres cadres juridiques, normes culturelles et niveaux de sensibilisation du public concernant la violence sexuelle faite aux enfants.

Les gouvernements nationaux constituent un terrain d'essai pour les messages et les politiques.

Organisations + Individu·e·s

Bâtir des coalitions solides avec les jeunes activistes, les parents, les organisations et les survivant·e·s est essentiel pour créer un mouvement unifié et puissant capable d'influencer à la fois l'opinion publique et l'action législative à travers l'UE.

Organisations des droits de l'enfant

Activistes survivant·e·s

Médias

Politiciens et politiciennes
soutenant la cause

Parents + Jeunes

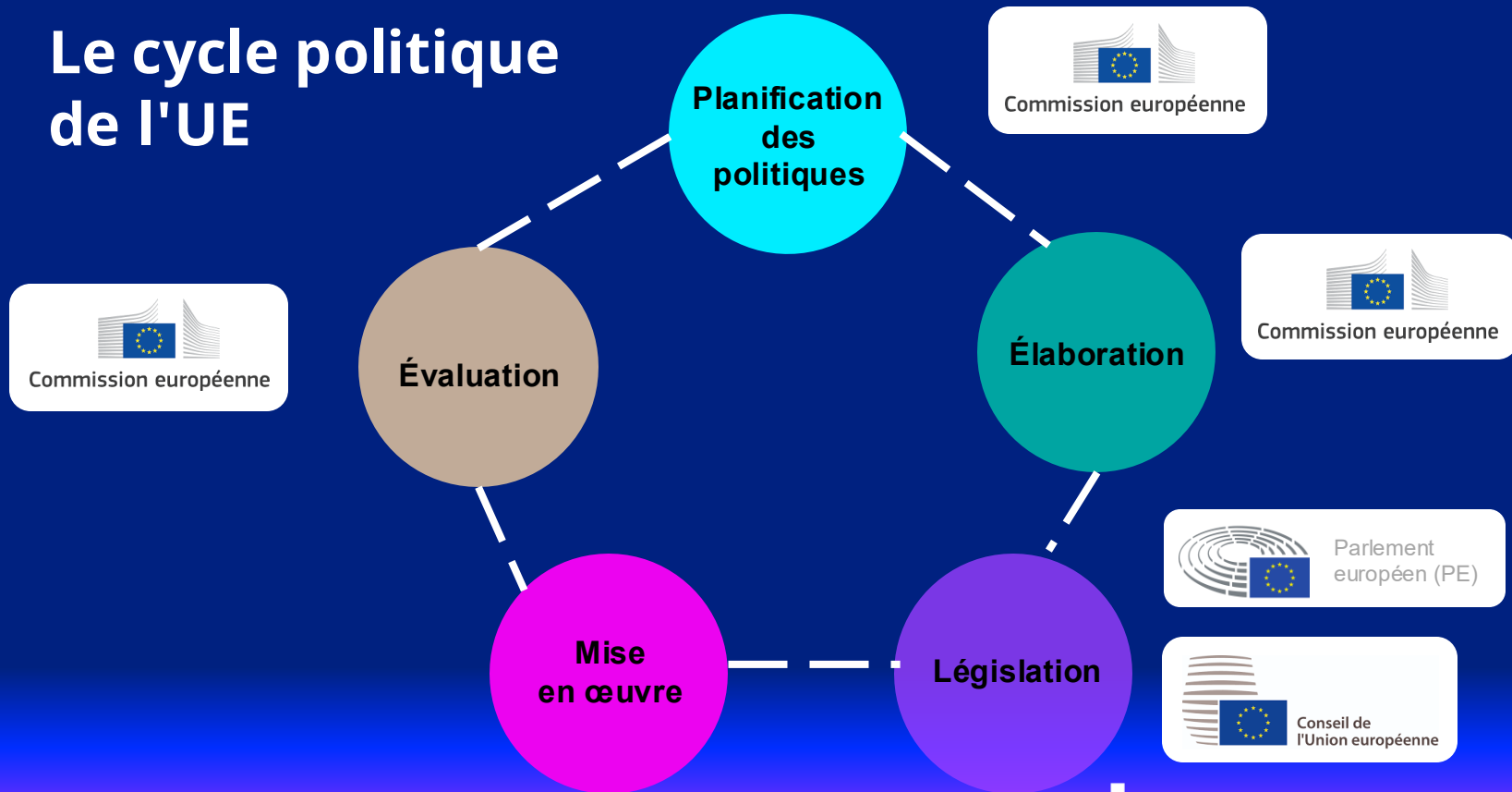
Grand Public

Entreprises privées + Sociétés

Éducateur·rice·s + Organisations
au service de la jeunesse

Examiner le cycle politique de l'UE

Le cycle politique de l'UE



Le processus législatif de l'UE

Phase 1 :

Proposition (Commission)

Phase 1 :

Proposition (Commission)

- Distribution du dossier au comité parlementaire
- Débats du comité
- Projets de rapports du comité
- Amendements du comité
- Vote du comité
- Mandat de négociation

Phase 1 :

Proposition (Commission)

- Distribution du dossier au comité parlementaire
- Débats du comité
- Projets de rapports du comité
- Amendements du comité
- Vote du comité
- Mandat de négociation

Phase 1 :

Mise en œuvre

Le processus législatif de l'UE



Phase 1 : Proposition (Commission)



Phase 2(a) : Colégislateurs (Parlement européen)

- Distribution du dossier au comité parlementaire
- Débats du comité
- Projets de rapports du comité
- Amendements (de compromis) du comité
- Vote du comité
- Mandat de négociation



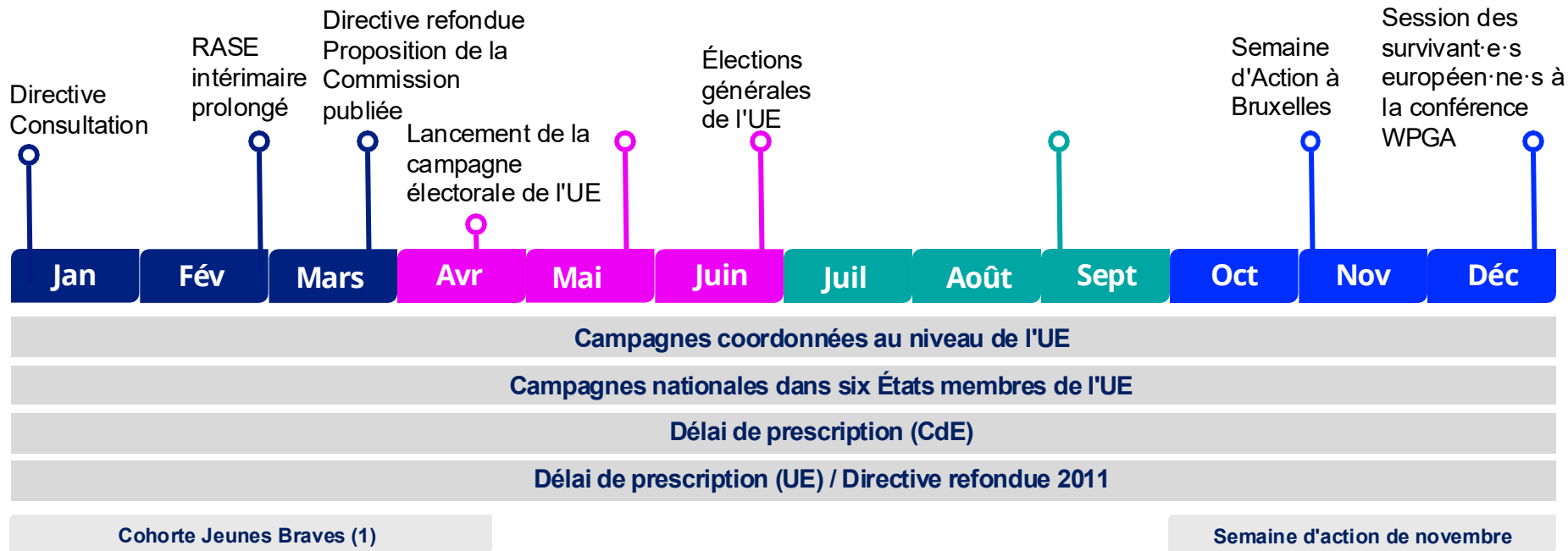
Phase 2(b) : Colégislateurs (Parlement européen)

- Groupe de travail du Conseil (attaché·e·s et expert·e·s nationaux et nationales)
- Projet de compromis de la présidence
- COREPER (ambassadeur·rice·s)
- Approche générale (ministres)
- Négociations en trilogue



Phase 3 : Adoption Mise en œuvre

Façonner le cycle politique de l'UE en 2024



Connaître les acteurs clés et les forces d'opposition

Cartographie du pouvoir : Acteur·rice·s clé·e·s

Vous trouverez ci-dessous un exemple de cartographie du pouvoir pour une campagne de plaidoyer portant sur l'exploitation et les abus sexuels d'enfants en ligne (le « Règlement »).

Commission européenne (CE)

- La CE a proposé un règlement pour prévenir et combattre les abus sexuels d'enfants en 2022 et une révision de la Directive ASE en février 2024
- Elle est un partenaire clé, siégeant à la table des négociations.

Conseil

- Pays favorables : Belgique, Bulgarie, Chypre, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, et Espagne
- Pays défavorables : Allemagne, Pologne, Autriche
- Le 1^{er} juillet 2024, la Hongrie a repris la présidence du Conseil.

Parlement Européen

- Le PE a publié sa position sur le règlement proposé en novembre 2024. La coalition ECLAG a exprimé de profondes préoccupations.
- Les travaux sur la proposition de directive ASE révisée reprendront en septembre 2024.

Cartographie du pouvoir :

Préparez votre organisation

Vous trouverez ci-dessous un exemple de cartographie du pouvoir pour une campagne de plaidoyer portant sur l'exploitation et les abus sexuels d'enfants en ligne (le « Règlement »).

Entreprises technologiques

- Cadres supérieurs
- Actionnaires
- Employé·e·s
- Client·e·s et Partisan·e·s

Organisation s locales

- OSC pro-confidentialité
- Agences de protection des données
- Expert·e·s et universitaires en technologie

Les médias

- Organes de presse d'opposition (locaux, nationaux et européens)
- Médias et journalistes spécialisé·e·s dans la technologie

Messages clés

Messages clés

- **1 enfant sur 5** en Europe est victime de violence et d'abus sexuels.
- En 2023, plus de 100 millions d'images d'abus sexuels d'enfants ont été signalées en ligne. Et les cas de grooming et d'extorsion sexuelle ont augmenté de 300%.
- **Plus de 60% de tout le matériel d'abus sexuels d'enfants** en ligne peut être rattaché à des pays de l'UE.
- Les enfants de moins de 10 ans figurent dans 30% du matériel d'abus sexuels d'enfants.
- Nous sommes face à une **crise d'abus sexuels d'enfants**. Il est urgent d'agir.
- L'UE est sur le point de devenir le fer de lance d'une révolution numérique plus sûre pour les enfants du monde entier.
- **7 adultes sur 10** dans l'UE veulent plus de sécurité pour les enfants en ligne.
- En tant que survivant·e·s, nous vous appelons à **adopter la législation européenne proposée** pour prévenir et combattre les abus sexuels d'enfants, pour assurer une **protection harmonisée des enfants dans les 27 États membres de l'UE**, et pour donner un exemple puissant au reste du monde.

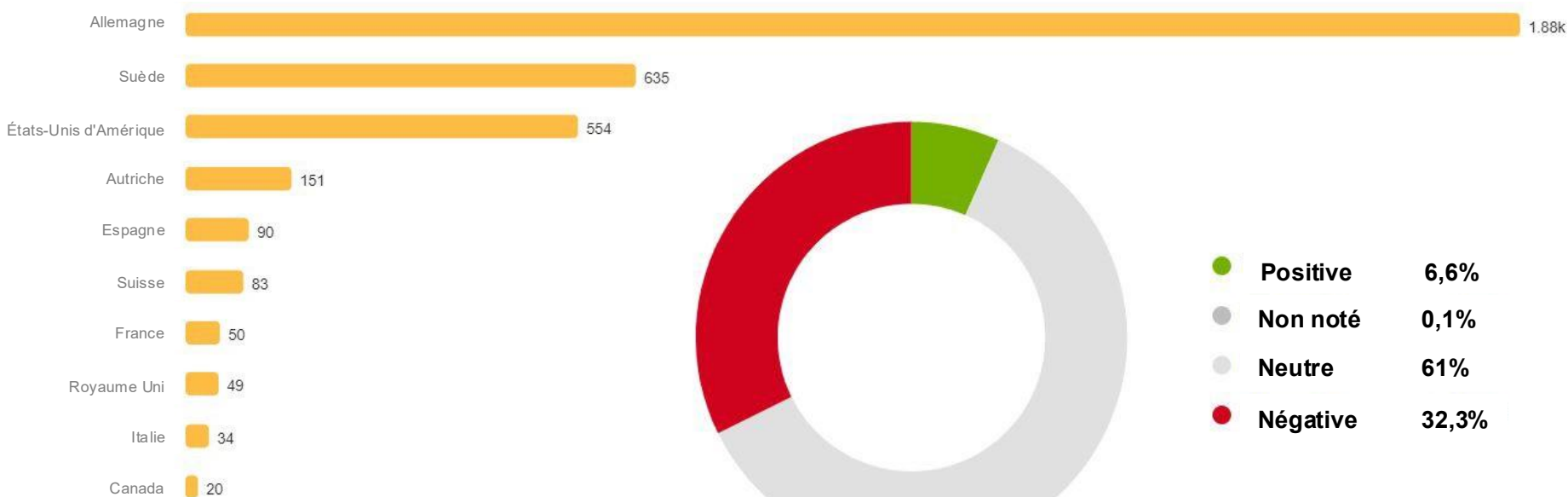
**NOUS VOUS APPELONS À ÊTRE BRAVES
POUR QUE LES ENFANTS PUISSENT ÊTRE EN SÉCURITÉ EN LIGNE.**

Points de discord

- **Droits de l'enfant vs droits à la vie privée : une fausse dichotomie**
 - nous pouvons protéger les enfants des préjudices et protéger la vie privée,
 - la législation met en place un certain nombre de garanties.
- **Technologies inexistantes ou insuffisantes vs législation neutre sur le plan technologique :**
 - la législation doit être neutre sur le plan technologique et pérenne pour rester pertinente et applicable maintenant et à l'avenir,
 - créer un cadre harmonisé et cohérent sous le contrôle du Centre de l'UE et des autorités nationales qui vérifieront les technologies.
- **Une législation couvrant toutes les menaces pour les enfants en ligne vs une portée limitée :**
 - Actuellement, la législation a une portée large, couvrant le MASE connu, le MASE inconnu et le grooming.
Certain·e·s demandent d'exclure :
 - Les communications chiffrées de bout en bout en raison des risques pour le droit à la vie privée. -> Nous ne sommes pas d'accord, car cela créerait une faille importante permettant aux agresseur·euse·s de commettre leurs crimes en toute impunité.
 - Le grooming car il existe actuellement moins de technologies capables de détecter les messages de grooming. -> Nous pensons qu'il devrait rester dans le champ d'application afin de couvrir l'éventail complet des risques auxquels les enfants sont confrontés, et de rester pérenne pour le développement des technologies.

Explorer l' écosystème médiatique

Couverture médiatique



Canaux médiatiques traditionnels

La fragmentation du paysage médiatique, des médias centrés sur Bruxelles aux actualités locales, nécessite des stratégies adaptées pour engager divers publics.

Presse écrite

- Se concentrer sur les principaux médias grand public nationaux dans 6 pays cibles de l'UE.
- Presse jeunesse et féminine - éviter la presse spécialisée dans la technologie

Télévision

- Télévision grand public dans 6 pays cibles de l'UE.
- Documentaires
- Émissions de télévision thématiques

Radio

- Radio grand public
- Radio jeunesse
- Podcasts

Stratégie médiatique

1. **Se concentrer sur une couverture générale locale, nationale et fiable** – au sein des États membres, investir dans le soutien aux membres locaux pour obtenir des reportages en tirant parti des ressources collectives.
2. **Positionner** les organisations et les activistes survivant·e·s comme **source fiable d'expert·e·s en la matière pour commenter les actualités locales/nationales concernant les cas individuels d'abus sexuels d'enfants** (par exemple, arrestations, enquêtes) - ceux-ci et celles-ci soulignent le besoin de réglementation, exploitent la perception réelle et locale de la menace, et utilisent des leviers émotionnels.
3. **Identifier les opportunités d'enquêter sur les grandes entreprises technologiques et les lobbyistes de la vie privée** - renverser la situation avec un contre-exemple.

Identifier les partenaires + allié·e·s

Avec qui allez-vous vous associer pour atteindre les objectifs de votre campagne ?

De nombreux individus, organisations et groupes travaillent pour bâtir un monde meilleur pour les enfants.

Nous avons mis en évidence 4 profils pour vous aider à démarrer votre recherche.

**Jeunes
activistes**

Parents

**Organisations
+
Coalitions**

Survivant·e·s

Profil de partenaire 1 : Jeunes activistes (18-35 ans)

- Très engagé·e·s sur les médias numériques (par exemple, TikTok, Instagram Reels) et moins engagé·e·s via les médias traditionnels
- Partagent et s'engagent le plus avec des contenus vidéo qui attirent l'attention
- Connaissance limitée de la politique de l'UE
- Se fient davantage aux influenceur·euse·s en ligne préféré·e·s de leur âge, ami·e·s et célébrités
- Susceptibles d'être engagé·e·s dans l'activisme
- Préfèrent la vidéo/audio au texte
- Lancent des tendances virales



Profil de partenaire 2 : Parents (35-55 ans)

- S'informent auprès des cinq principales sources médiatiques nationales en ligne dans leur langue maternelle
- Lisent les titres/chapeaux des articles ou des informations sur les médias sociaux
- Se fient à leurs ami·e·s, à leur famille et à leur communauté ; sceptiques vis-à-vis du gouvernement et méfiant·e·s envers les entreprises technologiques
- Connaissance limitée de la politique de l'UE
- Fortement motivé·e·s par la peur de l'abus de pouvoir du gouvernement et par la sécurité de leurs enfants
- Peuvent préférer éviter les sujets inconfortables
- Suivent les tendances virales



Profil de partenaire 3 : Organisations + Coalitions

- S'engagent par des canaux formels (bulletins d'information, sites web officiels, LinkedIn)
- Participent à des conférences, webinaires et événements de réseautage
- Se fient aux organisations établies, aux expert·e·s universitaires et aux communications officielles des organismes gouvernementaux Sceptiques vis-à-vis des informations non vérifiées
- Participent activement aux discussions politiques, aux campagnes de plaidoyer, aux consultations et aux processus législatifs de l'UE
- Motivées par l'impact, en se concentrant sur le changement systémique et les solutions à long terme



ECLAG

Ending Child Sexual Abuse Online

brave
movement
End Childhood Sexual Violence



| Terre des Hommes
International Federation



THORN 1



Profil de partenaire 4 : Survivant·e·s

- Actif·ve·s sur des plateformes comme Facebook, Instagram et les forums spécialisés
- Cherchent des informations auprès de leurs pairs, des organisations de survivant·e·s, des groupes de plaidoyer fiables, des expert·e·s et des professionnel·le·s de la santé mentale
- Suivent le contenu qui résonne avec leurs expériences
- Ont un engagement direct limité avec l'UE
- Motivé·e·s par leurs expériences personnelles et le désir de prévenir de futurs abus
- Motivé·e·s par le besoin de justice, de guérison et de création d'environnements plus sûrs pour les autres



Relever les défis.

Défis + Opportunités de l'UE

Défis

Forte opposition, en particulier des grandes entreprises technologiques et des organisations pro-confidentialité

Coups négatifs dans les médias traditionnels et attaques sur les médias sociaux

Organisations partenaires dans les pays de l'UE sous-équipées en personnel, sous-financées et sous-soutenues

Certains pays clés de l'UE s'opposent au règlement ASE, comme l'Allemagne et la Pologne

Tabou autour de l'ASE

Opportunités

Les voix des survivant·e·s gagnent le récit

Se concentrer sur une couverture générale locale, nationale et fiable

Tirer parti des ressources collectives

Discussion sociétale globale sur les enfants et internet

Augmentation spectaculaire et constante de l'ASE en ligne comme signe de l'urgence d'agir

brave movement[™]

End Childhood Sexual Violence

Merci à vous

BraveMovement.org
#BraveMovement
#BeBrave

